Non à l'escroquerie du vote Macron/Le Pen!

Le résultat des Élections Présidentielles se traduit par une hausse de 4% du CAC 40 à la Bourse. C'est une donnée essentielle pour comprendre le résultat de cette élection : le candidat choisi par la grande bourgeoisie, le banquier Emmanuel Macron, mis en orbite par le chargé d'affaire du grand Capital, François Hollande, est arrivé en tête devant Marine Le Pen, du Front National. Cette dernière représente la montée en force d'un courant ultra-réactionnaire de l'opinion publique, force de réserve de la bourgeoisie et masse de manœuvre de celle-ci. Derrière ce résultat, on assiste à une recomposition globale du champ politique : la droite traditionnelle (Les Républicains et l'UDI), donnée gagnante il y a encore 6 mois, est éliminée au premier tour. Le parti socialiste s'est effondré. Benoît Hamon, rocardien, frondeur de pacotille, ne pouvait faire croire aux électeurs des milieux populaires qu'il allait faire une autre politique que celle de Hollande. Cependant, il serait faux de considérer que la social-démocratie comme courant a disparu : en témoigne le bon résultat obtenu par Jean-Luc Mélenchon. Même si l'on ne saurait réduire son électorat à la social-démocratie, il n'en demeure pas moins que le programme, la campagne électorale de Jean-Luc Mélenchon, s'inscrivent dans la recomposition politique comme candidat de la nouvelle social-démocratie, celle du Parti de la Gauche Européenne, débarrassée définitivement de toute référence communiste, même formelle. Son projet vise à amarrer la classe ouvrière, le mouvement ouvrier, au char de la petite bourgeoisie en colère, pour détourner les masses populaires des solutions révolutionnaires ouvrant la voie au socialisme-communisme.

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France réaffirme son analyse, devant toutes celles et tous ceux qui se réclament du communisme : le caractère aigu et chronique de la crise du capitalisme-impérialiste ne laisse aucune place à une autre solution que la perspective révolutionnaire du renversement de la bourgeoisie comme classe dominante par la classe ouvrière et ses alliés. Toutes celles et tous ceux qui prétendent que l'on peut engager des politiques sociales et démocratiques en dehors de cette perspective sont condamnés à mettre en œuvre, à un moment ou un autre, la politique de la bourgeoisie ou à être balayés par les forces de la réaction. Syriza, comme Podemos, mais aussi les graves dangers qui pèsent sur le peuple vénézuélien, illustrent tragiquement, pour la classe ouvrière et les masses populaires, la réalité de ce que nous avançons.

Enfin, contrairement à ce que nous serinent les médias, nous prenons en compte le caractère politique de l'abstention et du vote blanc et nul, qui touchent les milieux populaires qui, depuis la trahison des dirigeants du PCF, ne se sentent plus représentés par une force politique. Il s'agit du premier « parti » de France.

L'enjeu du deuxième tour n'est pas : « démocratie bourgeoise ou fascisme ».

Poser le problème dans ces termes, c'est au mieux se tromper d'époque et, plus sûrement, participer à une opération de mystification politique en s'appuyant sur le caractère anti-démocratique de la Ve République depuis le coup d'État gaulliste de 1958. La montée du Front National dans la vie politique française est grave. Sa percée dans les milieux déclassés de la classe ouvrière (chômeurs, précaires, petite bourgeoisie ruinée) et de la paysannerie laborieuse écrasée par les dettes, ne saurait être sous-estimée, car c'était déjà la base sociale d'appui du fascisme dans l'entre-deux-guerres. Mais pour autant, dans le moment présent, et c'est toute la différence, le danger d'éradication du mouvement ouvrier et populaire n'est pas à l'ordre du jour. Ce qui l'est par contre, et la recomposition politique en cours en est un élément, c'est la volonté de la bourgeoisie monopoliste de rétablir le consensus politique le plus large avec ses intérêts de classe. C'est ce à quoi doit servir la candidature Macron, mise en valeur par celle de Marine Le Pen. Au nom de « la lutte contre l'extrême droite » pour les uns, de « l'antifascisme » pour d'autres, est recherchée une « l'Unité Nationale » derrière la politique de la bourgeoisie monopoliste :

* pour allonger l'âge de la retraite, démolir la Sécurité sociale et l'accès aux soins de qualité pour les travailleurs ;
* pour privatiser toujours plus, pour poursuivre le démantèlement de l'Éducation Nationale et de la poli-

tique culturelle publique ;
* pour s'attaquer aux services publics ;
* pour amplifier la numérisation de l'économie en vue d' « ubériser » des secteurs entiers de l'économie, s'attaquer au pouvoir d'achat, augmenter le temps de travail, généraliser le travail du dimanche ;
* pour soutenir la politique de la bourgeoisie française dans l'Union européenne ;
* pour en finir avec le Droit du travail et marginaliser le mouvement syndical ;
* pour prolonger l'état d'urgence et aggraver les lois sécuritaires et liberticides ;
* pour continuer la militarisation de l'économie et la politique d'intervention militaire contre les peuples et pour la défense des intérêts de l'impérialisme français, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Afrique (Mali, Burkina Faso, Centre-Afrique…), en Syrie et en Ukraine ; pour participer à l'OTAN, pour soutenir le gouvernement israélien, l'Arabie Saoudite et le Qatar.

Il est risible d'entendre les leaders du parti Les Républicains, après une campagne de Fillon menée sur les brisées de Marine Le Pen, appeler à faire barrage à « l'extrême-droite », semblant oublier un peu vite que libéraux et conservateurs ont toujours soutenu ou utilisé le fascisme contre le mouvement ouvrier. Et il en est de même de Benoît Hamon et des rescapés provisoires du radeau du PS : quand il s'est agi de lutte anti-fasciste, ces messieurs, même concernés dans leur chair, ont toujours mis des bâtons dans les roues de l'unité prolétarienne, ont utilisé les fascistes et l'extrême-droite pour leurs basses-œuvres pendant toute la IVe République, ce qu'a continué François Mitterrand en promouvant Jean-Marie Le Pen et le FN.

Chacun doit avoir en tête que Macron, par la loi qui porte son nom (et il faudrait rajouter l'ANI et la loi El Khomri - Loi Travail -), et par sa politique comme ministre, est porteur de la continuité anti-populaire de la politique de Hollande et en même temps, par son départ du gouvernement, il exprime l'exigence de la bourgeoisie française, de l'oligarchie financière, d'aller toujours plus loin dans l'exploitation des travailleurs, dans la recherche du profit maximum. C'est un piètre spectacle que de voir la direction du PCF et du MJCF appeler à voter pour que les travailleurs soient plus exploités et que soit aggravée la galère pour les jeunes !

L'enjeu du second tour des Présidentielles, c'est donc d'empêcher cette « Unité Nationale », c'est d'affaiblir au maximum ce gouvernement bourgeois à venir (dans les conditions actuelles, il n'y a pas d'alternative).

Le Parti Communiste Révolutionnaire de France appelle les travailleurs, comme les démocrates inquiets de la politique liberticide du dernier quinquennat, à refuser l'escroquerie Macron-Le Pen en ne donnant leur suffrage ni à l'un ni à l'autre.

La lutte contre le FN, c'est une lutte contre le capitalisme qui est le fumier sur lequel il pousse ! « L'Unité Nationale », le « Front Républicain », derrière Macron, par la politique qu'il annonce, c'est le renforcement du FN à court et moyen terme ! C'est la responsabilité prise par la direction du PCF dans l'espoir vain de conserver quelques députés !

La période qui s'ouvre va être marquée par une nouvelle offensive, plus violente, de la bourgeoisie. Dès maintenant, il faut résister en affaiblissant la base d'appui du gouvernement à venir. Il faut se syndiquer, se défendre en exigeant que soit menée une politique syndicale de lutte de classe pour récupérer tous nos droits perdus depuis la fin du siècle dernier et pour obtenir une augmentation de notre pouvoir d'achat, une réduction du temps de travail. Il faut construire le Parti Communiste révolutionnaire dont la classe ouvrière a besoin pour affronter la bourgeoisie, aider à la détermination d'une politique visant à son renversement révolutionnaire pour établir le pouvoir de la classe ouvrière, la socialisation des moyens de production et d'échange, la planification démocratique et centralisée. C'est cela la priorité du moment et ce n'est qu'en la réglant que l'on résoudra les problèmes écologiques et que l'on écartera le danger de guerre et de terrorisme.

Paris, le 24 avril 2017

Parti Communiste Révolutionnaire de France

www.pcrf-ic.fr

Contact: Amis d'Oulianov – BP 40084 – 75862 Paris Cedex 18

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.